L’aventurisme colonialiste de la France au Sahel

Le 11 janvier 2013, la France a lancé une offensive aérienne et terrestre sur le Mali avec comme raison invoquée la préservation de l’Etat malien contre l’avancée des groupes djihadistes vers Bamako. Officiellement, le gouvernement socialiste de F. Hollande se présente en sauveur puisque cette intervention militaire ferait suite à une demande pressante du président malien d’un soutien et de l’implication l’armée française pour repousser la menace islamiste. Cependant, les vrais intérêts d’une telle guerre restent cachés comme dans toute guerre coloniale.

Ainsi aucune voix parmi les médias ou les officiels français ne nous dit que l’instabilité au Mali a été concomitante du coup d’Etat du 22 mars 2012, à l’instigation de la France, contre le pouvoir du président Amadou Toumani Touré. C’est à la suite du chaos entrainé par le coup d’Etat que les groupes touaregs du MNLA et de Ansar Dine d’un côté et les groupes

djihadistes d'Aqmi et du Mujao s'emparent du Nord-Mali.Personne dans le paysage politico-médiatique français pour dénoncer l'aventurisme guerrier en Libye de la France qui en créant le chaos dans ce pays a renforcé les groupes djihadistes au Mali, notamment par la circulation des armes dans la région du Sahel.
Pas un son de cloche dissonant dans le concert d'acclamations de la guerre française au Mali pour affirmer qu'une solution politique était possible, celle prônée par l'Algérie d'intégrer les touaregs dans le processus politique et dans le futur gouvernement malien. En effet, il ne peut y avoir de solution à long terme et de stabilité si les populations du Nord continuent à subir marginalisation et oppression comme ce fut le cas jusqu'à présent dans le cadre de l'Etat malien. De cette manière, les groupes djihadistes, influencés ou manipulés par des puissances diverses et dont on connait la capacité de nuisance après la prise d'otages à In Amenas en Algérie, auraient pu être marginalisés sur la scène malienne.
Enfin, nulle âme pour souffler mot sur les intérêts économiques français au Mali et dans la région, sur la convoitise que suscitent les ressources en or et en gaz du Mali, sur la volonté de protéger les ressources en uranium d'Areva au Niger ou sur les prétentions de récupérer la Sahara algérien, prétentions aussi vivaces depuis 1971, date à laquelle la France fut contrainte de quitter ce territoire, 9 ans après l'indépendance algérienne. La France s'est lancée dans une offensive précipitée au Mali mue par l'appât du gain dans une situation de crise économique aigue et de perte des marchés dans les autres régions du monde, notamment en Libye où la France n'a pas réussi à tirer les marrons du feu qu'elle avait elle-même allumé. La France s'est aussi engagée dans cette guerre dans l'objectif de déstabiliser l'Algérie, le seul Etat non inféodé de la région maghrébo-sahélienne et caractérisé par un développement économique qui dérange les intérêts français. En effet si l'Algérie émerge économiquement et s'impose en tant que puissance régionale, il devient clair que ce qui reste de la Françafrique est condamné à disparaître.
Toutes ces raisons montrent clairement que la France mène actuellement au Mali une guerre pour les ressources c'est-à-dire une guerre dans la plus pure tradition coloniale, digne

des guerres menées par les Républicains de la 3ième République ou par la SFIO sous la 4ième République. En ce sens, les socialistes français sont restés fidèles à eux-mêmes : des colonialistes enragés. C’est pourquoi le Comité Action Palestine dénonce avec la plus ferme intransigeance l’aventurisme colonialiste de la France au Sahel.

COMITE ACTION PALESTINE

Propagande de l’Union des Etudiants Juifs de France (UEJF).

Lors de sa visite en Algérie, François Hollande avait dans sa valise, outre de très nombreux anciens colons, une délégation de l’Union des Etudiants Juifs de France qui a été reçue en grande pompe à l’Université de Tlemcen. Il est un fait avéré que l’UEJF est une organisation sioniste qui milite pour l’Etat d’Israël en toutes circonstances. Des franco-algériens attachés à l’indépendance de l’Algérie et à la défense des peuples opprimés dénoncent cet accueil et demandent au recteur de l’Université de cesser toute collaboration avec cette association et d’informer les étudiants sur les véritables motivations de cette organisation.

A Monsieur le Recteur de l’Académie de Tlemcen.

Objet : Propagande de l’Union des Etudiants Juifs de France (UEJF).

Monsieur le Recteur de Tlemcen,

C’est avec consternation et une grande irritation que nous venons d’apprendre, par le biais d’une déclaration publique, que l’association communautaire Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), a été reçue en grande pompe par votre université, lors de la récente visite du président François Hollande à Tlemcen, et qu’une tribune de propagande de son idéologie lui a été offerte, au sein du public universitaire.
Nous ne pouvons que supposer que cela résulte d’une totale méconnaissance, par vous, de la nature de cette association et voulons, en conséquence, attirer votre attention, sur le fait que l’UEJF n’est pas une organisation de jeunes étudiants français cherchant simplement à nouer des relations culturelles ou scientifiques avec des étudiants d’autres nations. C’est une association engagée idéologiquement, qui a coordonné la publication d’un ouvrage hautement idéologique intitulé « le sionisme expliqué à nos potes » -Ed. de la Martinière, 2003- Bien qu’ayant revue sa décision, il ne vous a certainement pas échappé que l’ONU, à travers sa résolution 3379, assimilait le sionisme au racisme. Suite à la dernière agression militaire contre la population de Gaza, l’écrivain Jacob Cohen, dans un article intitulé « Le sionisme et sa démence meurtrière », apporte un éclairage instructif sur cette idéologie.
Antérieurement, le mouvement BDS –Boycott Désinvestissement Sanctions- marocain, l’Association des travailleurs marocains en France (ATMF) et l’Union juive française pour la paix (UJFP) s’étaient déjà insurgées contre la tenue de la conférence nationale de l’Union des étudiants juifs de France (UEJF) au Maroc du 26 au 30 mai 2011, et n’ont pas manqué de protester auprès des autorités marocaines.
L’UEJF a été dénoncée par Rupert Colville, porte parole du Haut commissariat de l’ONU pour les Droits de l’Homme, et interdit d’accès à la conférence « Durban II » contre le racisme à Genève, en avril 2009. Elle revendique une représentation communautariste et milite pour l’Etat d’Israël en toutes circonstances, comme vous pouvez le constater en consultant son site, alors même que cet Etat a eu le triste privilège de faire l’objet de 85 % des condamnations prononcées aux NU, rien qu’en 2012.
L’UEJF soutient Israël, au moment où Tsahal commet des crimes

de guerre (voir des crimes contre l'humanité) contre la population civile de Gaza (rapports de R. Goldstone et R. Falk). Cette organisation ne dit pas un mot sur le siège de Gaza, la colonisation galopante des territoires palestiniens, la judaïsation de la ville de Jérusalem (El Qods), le système d'apartheid et d'épuration ethnique israélien, l'attaque des flottilles humanitaires par l'armée israélienne dans les eaux internationales…etc.
L'UEJF qui ne trouve rien à dire à la nomination d'A. Libermann, ministre d'extrême droite israélien, s'est attachée à dénigrer les candidates à l'Elysée Eva Joly (EELV) et Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), après qu'elles aient décrit Gaza comme un « camp de concentration à ciel ouvert ».
L'UEJF s'est aussi attaqué à Daniel Mermet, animateur et producteur de l'émission quotidienne « Là-bas si j'y suis » sur les ondes de France Inter, en mai 2002, sous prétexte d'incitation à la haine raciale car il évoquait la situation de la population palestinienne. Ce dernier a été relaxé par la 17 ème chambre correctionnelle du Tribunal de Paris. En novembre 2003, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a demandé, sans succès, à l'université de Nanterre-Paris X d'interdire une association étudiante sur le campus, l'Association générale des étudiants de Nanterre (AGEN) qu'elle accusait d'être à l'origine d'incidents, là encore, du fait de son soutien à la cause palestinienne. L'UEJF n'a pas hésité à stigmatiser le professeur Christophe Oberlin, solidaire du peuple palestinien, en l'accusant d'inciter ses étudiants à prendre des positions «haineuses », et en demandant à l'université Paris 7 de le sanctionner, car il s'était permis d'évoquer la mort de civils, à Gaza, dans une question d'examen de médecine humanitaire.
L'UEJF a salué la décision du recteur d'académie de Toulouse d' interdire le meeting « Palestine vaincra » prévu à l'université Toulouse-Le Mirail, en décembre 2012.
L'UEJF a dénoncé la pétition des 62 footballeurs professionnels s'opposant à la tenue de l'Euro 2013 des moins de 21 ans en Israël en juin prochain.
L'UEJF a soutenu le journal « Charlie Hebdo » dans son élan islamophobe, sous prétexte de droit à la liberté d'expression – droit à dimension variable, puisqu'elle n'a de cesse que de tenter d'interdire toute expression sur la Palestine.

Voilà, Monsieur le recteur quelque unes des prouesses de cette organisation qui par ailleurs déclare, par la bouche de son président, qu'elle se rendra prochainement dans votre université afin de promouvoir « la paix des mémoires » et organiser le dialogue avec les jeunes algériens, sans faire aucune allusion au décret Crémieux (décret n° 136 qui accorde d'office en 1870 la citoyenneté française aux juifs d'Algérie).
Monsieur le Recteur,

Au vu de ces quelques faits avérés, vous ne pouvez accepter d'être utilisé comme simple outil de promotion de la politique israélienne et de son idéologie meurtrière, sous prétexte d'instauration d'un pseudo dialogue.
Monsieur le Recteur,

Il est de votre responsabilité d'apporter un démenti à la déclaration publique de cette organisation, à défaut de quoi, vous vous exposez à une posture d'encouragement à la politique criminelle menée par Israël contre le peuple palestinien.
Monsieur le Recteur,

Il est plus que nécessaire d'informer les personnels et les étudiants des universités que vous dirigez, des motivations de cette association qui milite contre l'expression démocratique en France et qui prétend manifester pour les libertés publiques ailleurs, mais n'a d'autre but que la promotion de la politique coloniale israélienne.
Monsieur le Recteur,

Parce que nous sommes des franco-algériens responsables, sensibles aux valeurs des Droits de l'Homme et notamment attachés à l'indépendance de l'Algérie, nous vous demandons de mettre fin à la machination organisée par l'association communautariste « Union des Etudiants Juifs de France », en cessant toute collaboration avec cette dernière, et en apportant les informations nécessaires pour éclairer le public, particulièrement estudiantin, des vraies motivations de cette association.
Convaincus que votre attention sera attirée par notre indignation et que vous apporterez les réponses nécessaires, dans l'intérêt de l'université algérienne, recevez, Monsieur

le Recteur, l’expression de nos salutations anticolonialistes.

La résistance est la seule voie vers la libération de la Palestine

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de spoliation, de guerres, de massacres, de crimes et d’assassinats.

L’Etat d’Israël a été édifié sur un crime de masse, la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens. 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800 000 Palestiniens forcés à l’exil. Aujourd’hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 7 millions, attendent toujours l’application de la résolution 194 de l’ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

L’assassinat des leaders de la résistance est aussi inscrit au centre de la stratégie sioniste. Il s’agit de mettre à genou le peuple palestinien et le priver de sa capacité organisationnelle et politique de combattre son ennemi. La liste des martyrs est longue depuis Cheikh Izzedine al Qassam (1935). Il faut citer entre autres Abd al-Qadir al-Husseini (1948), Wadi Hadad (1973), Naji al-Ali (1987), Abu Jihad (1988), Fathi al-Shaqaki (1994), Abu Ali Mustafa (2001), Cheikh Ahmed Yassine (2004), Abdel Azziz al-Rantissi (2004), Yasser Arafat (2004), Mahmoud al-Mabdouh (2010) et Ahmed Jaabari, commandant en chef de la branche militaire du Hamas, assassiné mercredi 14 novembre 2012 à Gaza.

Mais la violence extrême employée pour briser la résistance du peuple palestinien est un indicateur de la faiblesse de cette entité qui finira par disparaître sous les coups répétés de la résistance.

Parce que la résistance populaire est toujours plus forte, le transfert massif des Palestiniens n’est plus une option

envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'était abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée et la résistance s'est renforcée. Malgré la tuerie, « Israël » avait été battu car l'armée d'occupation n'avait atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, ce fut un nouveau coup très dur pour cette armée « israélienne » qui se prétendait invincible.
La nouvelle agression barbare de l'entité coloniale sur Gaza est en fait la poursuite de la bataille perdue de 2009. Entre temps rien n'est venu redorer le blason de l'armée sioniste de plus en plus raillée en interne. Profitant d'une situation particulièrement instable au Moyen Orient, et alors qu'il n'a pas encore réussi à convaincre les Occidentaux d'attaquer l'Iran, l'Etat d'Israël prend pour cible la résistance palestinienne, estimant sans doute qu'elle est le maillon le plus faible de l'axe de résistance. La rapidité et l'intensité de la riposte palestinienne démontre pourtant qu'elle n'a jamais été aussi forte et organisée.
Même si la traîtrise de la plupart des Etats arabes envers le peuple palestinien est une nouvelle fois vérifiée, les peuples arabes, renforcés par les mouvements populaires dans leurs pays respectifs, expriment toujours plus fort leur rejet du sionisme et leur soutien à la libération de la Palestine.
En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine

Le calendrier 2013 Palestine Libre est maintenant disponible

La Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien ; c'est une partie indivisible du foyer arabe, et le peuple palestinien est une part intégrale de la nation arabe
(Charte nationale de l'Organisation de Libération de la Palestine).

La Palestine est arabe et la cause palestinienne est une Cause arabe.

Tout concourt à l'affirmer. Seuls le sionisme et ses alliés impérialistes le nient. L'Histoire de la région comme centre politique, civilisationnel et religieux le prouve. En effet, la stratégie occidentale de dépeçage du Moyen Orient depuis plus d'un siècle, ainsi que la continuité de la résistance au colonialisme et à l'impérialisme dans cette région montrent que la Palestine fait partie intégrante du Monde arabe. La solidarité entre les mouvements nationaux, qu'ils soient palestiniens, syriens, irakiens, algériens, libanais ou autres, de même que le rôle des Etats dans leur recherche de leadership et de légitimité viennent aussi le confirmer. Enfin l'engagement quotidien des peuples arabes à côté de leurs frères palestiniens et la pression qu'ils exercent sur leurs gouvernants afin de ne jamais reconnaitre la légalité de l'Etat sioniste est la meilleure preuve que la cause palestinienne est aussi la leur.

Face à la violence du sionisme qui cherche à effacer la

Palestine de la carte et à en chasser la population arabe, à celle de l'impérialisme qui tente de briser la Nation arabe pour mieux défendre sa sentinelle coloniale et contrôler économiquement la région, les peuples et les leaders des mouvements de résistance savent depuis toujours que seule l'unité les conduira à la victoire. La libération de la Palestine et la souveraineté arabe au Moyen Orient sont des objectifs liés, tout comme leur réalisation.

Ainsi la Résistance palestinienne est, et demeure, le symbole de la lutte des peuples arabes pour l'émancipation. Issue des couches dépossédées paysannes avant 48 et des camps de réfugiés après la Nakba, cette résistance a représenté un moteur révolutionnaire puissant et un exemple pour l'action populaire, notamment armée, non seulement dans la région, mais aussi dans le monde entier.

Dans le contexte actuel, où l'affaiblissement de l'Occident, et donc de l'Etat sioniste, conduisent à une intensification sans précédent de la guerre impérialiste au Moyen Orient, les soulèvements populaires arabes et la détermination renforcée des Etats de l'axe de la Résistance laissent envisager que les rapports de force peuvent s'inverser et conduire à la victoire.

La Palestine est depuis plus d'un siècle l'enjeu majeur de la région et plus largement celui de l'affrontement séculaire entre le Nord et le Sud. La Cause palestinienne est non seulement une cause arabe et musulmane, c'est aussi et surtout une cause universelle, celle de tous les opprimés à travers le monde, celle de tous «les damnés de la terre ».

Ce calendrier est entièrement bilingue arabe/français.

Il est constitué d’une partie calendrier qui revient sur des évènements particuliers liés à l’histoire du nationalisme palestinien et d’un cahier composé de 14 textes qui présentent des éléments d’analyse historique et géopolitique pour mieux comprendre la situation actuelle, et illustrent que la Palestine a toujours été arabe et le restera !

10 novembre 1975: Résolution 3379 « le sionisme est une forme de racisme »

Par sa résolution 3379, l'Assemblée générale des Nations unies, « Rappelant sa résolution 1904 du 20 novembre 1963, promulguant la Déclaration des Nations Unies sur l'Elimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale, et en particulier son affirmation que "toute doctrine de différenciation ou de supériorité raciales est toujours scientifiquement fausse, moralement condamnable, socialement injuste et dangereuse" (...) décrète que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. »

Novembre تشرين الثاني

Dimanche الاحد	Lundi الاثنين	Mardi الثلاثاء	Mercredi الاربعاء	Jeudi الخميس	Vendredi الجمعة	Samedi السبت
					1	2 Déclaration de Balfour (1917) تصريح بلفور، ١٩١٧
3	4	5	6	7	8	9
10 Résolution 3379 Le sionisme est une forme de racisme (1975) ١٩٧٥ قرار ٣٣٧٩ الصهيونية إيديولوجيا عنصرية	11	12	13	14	15 Jour National Palestinien, déclaration d'indépendance (1988) اليوم الوطني الفلسطيني، إعلان الإستقلال، ١٩٨٨	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29 Vote du plan de partition de la Palestine (1947) التصويت على مشروع تقسيم فلسطين، ١٩٤٧	30

Cette résolution a été abrogée le 16 décembre 1991 : Israël a posé cette condition à sa participation à la conférence de Madrid qui a abouti aux accords d'Oslo.

Le sionisme est un colonialisme de type ethnique et raciste ayant pour objectif dès son origine, l'expulsion totale des Palestiniens et leur remplacement par une population juive étrangère dans un Etat réservé exclusivement aux juifs. Résolution ou pas, le sionisme reste une idéologie coloniale et raciste qui doit être combattue par tous les moyens.

L'unité arabe par et pour la Palestine

Depuis leur émergence, les nationalismes arabe et palestinien sont intimement liés, devenant, tour à tour, le moteur de la lutte au gré de l'histoire, douloureuse, mais mobilisatrice.

L'évolution des nationalismes arabe et palestinien a connu trois étapes.

La revendication d'une nation arabe émerge sous l'empire ottoman mais s'impose durant la période des mandats. Il s'agit de lutter contre l'emprise coloniale impérialiste. Dès la fin du XIXème siècle, la Palestine est l'enjeu à partir duquel se développe le sentiment national arabe. Il apparaît dès cette époque que l'ennemi commun à combattre est le sionisme. Avant 1948, plusieurs vagues de mobilisations et de révoltes revendiquent la Palestine arabe et combattent autant les sionistes que les occidentaux.

En 1948, le vol de la terre de Palestine par les sionistes a été vécu dans le monde arabe tout entier comme une atteinte à l'intégrité de la terre arabe et de la nation arabe. L'injustice subie par les Palestiniens est ressentie comme une injustice par tous les peuples arabes. Par son existence même, Israël porte atteinte à la personnalité arabe, dans toutes ses composantes historiques, culturelles et religieuses. Aussi, la cause palestinienne se retrouve au cœur du nationalisme arabe et devient la cause nationale arabe.

La défaite de 1967 est un échec historique du nationalisme arabe. En effet, la perte d'al-Quds, de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et du Sinaï ébranle la légitimité des régimes vaincus. Si la cause palestinienne devient un enjeu de reconquête du leadership pour les Etats, les organisations de la résistance palestinienne en profitent de leur côté pour se renforcer et s'autonomiser. Devant l'impuissance des Etats arabes, ces organisations reprennent le flambeau de la libération de leur terre et de leur peuple. Elles mettent l'accent sur le patriotisme national palestinien qui est renforcé par la spoliation de la totalité de la terre de Palestine. A cette période le nationalisme palestinien et ses organisations représentatives sont les moteurs de la lutte.

La différence d'approche des organisations palestiniennes montre combien les interactions entre nationalisme palestinien et nationalisme arabe sont complexes et intrinsèquement liées. En effet si le FPLP et le FDLP prônent l'unité de la nation arabe comme clé de voûte et préalable à la libération de la Palestine, le Fatah, quant à lui, considère que la libération de la Palestine est première et que la lutte armée, nécessaire, créera une dynamique pour accéder à l'unité de la nation arabe.

La résistance palestinienne proclame unanimement son appartenance à la nation arabe. En 1968, l'Organisation de Libération de la Palestine inscrit dans l'article premier de sa charte : « *La Palestine est le foyer du peuple arabe palestinien : c'est une partie indivisible du foyer arabe et le peuple palestinien est une part intégrale de la nation arabe* ».

Aujourd'hui, dans le contexte des révolutions arabes et de la déstabilisation inéluctable de l'état d'Israël, les rapports de forces se modifient, mais le nationalisme palestinien s'inscrit toujours et résolument dans le nationalisme arabe porté par l'ensemble des peuples arabes.

Les Palestiniens doivent rester la conscience du monde arabe. La Palestine est arabe et le restera pour que l'ensemble de la nation arabe retrouve son intégrité et sa dignité.

Ce calendrier est entièrement réalisé par le Comité Action Palestine, est vendu au prix de 6 euros. L'argent collecté permet de soutenir les actions de l'association et notamment l'invitation de Palestiniens pour qu'ils présentent eux-mêmes en France leur lutte de libération.
Vous pouvez le **commander** dès maintenant grâce à ce formulaire . Imprimez-le et renvoyez-le nous accompagné de votre règlement.

Solidarité avec Houria

Bouteldja

Le Comité Action Palestine condamne avec la plus grande fermeté la lâche agression de Houria Bouteldja, porte-parole du PIR, par la Ligue de Défense Juive. Le Comité Action Palestine tient à lui exprimer toute sa solidarité, ainsi qu'à toutes les autres personnes agressées, menacées et trainées en justice, parce qu'elles estiment, et le disent tout haut, que le sionisme est un mouvement colonial et raciste.
L'impunité et la liberté d'action dont bénéficie la Ligue de Défense Juive est une preuve supplémentaire que la France apporte un soutien inconditionnel à la politique criminelle d'Israël et ce, en allant jusqu'à bafouer les règles les plus élémentaires du Droit et de la Justice sur son propre territoire national.
Plus que jamais, le Comité Action Palestine reste convaincu que le combat pour la libération de la Palestine se mène aussi en France, pays allié du sionisme.

Comité Action Palestine

La Turquie a-t-elle changé ?

Introduction :

Depuis une décade, et surtout depuis que l'AKP d'Erdoğan est aux commandes du pays, la Turquie a mené une politique extérieure active et dynamique qui aurait pu nous faire croire à un tournant nouveau. La constitution d'une alliance avec la Syrie et l'Iran semblait promouvoir un ordre régional qui allait s'opposer au projet d'un remodelage de toute la région en un grand Moyen-Orient vassalisé aux États-Unis et à son satellite israélien. Les déclarations turques, pour le moins,

sévères à l'encontre de l'État sioniste présageaient une rupture avec son ancien allié israélien. Les divers événements survenus ces derniers temps, avant 2011, laissaient préjuger d'une rupture avec le passé pro-occidental de la Turquie et d'un refus de cette dernière de s'aligner aveuglément sur les positions des puissances impérialistes. Or la réalité des faits nous a montré que la Turquie n'a pas cessé d'avoir des positions contradictoires qui semblent aujourd'hui insurmontables. Les dernières positions de la Turquie concernant la Libye et actuellement la Syrie sont en porte-à-faux par rapport à l'image fabriquée d'une nouvelle Turquie néo-tiers-mondiste défendant les intérêts des peuples arabo-musulmans et œuvrant dans le cadre d'une politique de bon voisinage.

Le rôle prépondérant que joue la Turquie, en ce moment même, dans la déstabilisation armée de la Syrie pour le compte du camp impérialo-sioniste, montre qu'elle a atteint un point de non-retour. Elle ne peut se défaire de son vêtement d'affidé stratégique de l'OTAN taillé spécialement pour elle par les États-Unis. Elle ne peut plus cacher les contradictions de sa politique extérieure dictée par un agenda qui s'oppose en grande partie avec ses propres intérêts nationaux.

En appuyant la rébellion armée et en fournissant une assistance financière, militaire et logistique à l'opposition syrienne, à la demande des États-Unis et avec le concours des pétromonarchies du Golfe, la Turquie, peut-elle croire qu'elle ne subira pas les contrecoups d'un séisme en Syrie ? Pense-t-elle vraiment qu'elle ne va pas être brûlée par les flammes de cet incendie dont le foyer se trouve à ses frontières ? Ses positions souvent hésitantes et contradictoires ne risquent-elles pas de conduire la Turquie au pire ? Par ailleurs, nous pouvons nous interroger sur la nouvelle place qu'occupe la Turquie dans la stratégie étatsunienne au Moyen-Orient et sur la réelle indépendance de sa politique étrangère ? La Turquie d'Erdoğan a-t-elle les moyens de jouer un autre rôle que celui

qui lui est décerné depuis la guerre froide par les États-Unis ?

Il existe deux pistes de réflexion qui nous permettent de mieux cerner la politique du gouvernement turc depuis une décennie : l'une endogène et l'autre exogène. L'analyse de la politique turque se fera à la lumière de ces deux axes.

La politique intérieure turque

I. La base sociales de l'AKP

La base électorale de l'AKP est hétérogène : elle recouvre l'ensemble de l'échiquier politique turc et traverse les différentes classes sociales. L'AKP bénéficie d'un véritable soutien des classes populaires issues principalement de la paysannerie anatolienne, la région de l'actuel premier ministre Recep Tayyip Erdoğan : depuis que l'AKP est au pouvoir la Turquie s'est transformée, les populations rurales migrent en masse vers les villes.

Ces nouveaux migrants constituent une nouvelle classe conservatrice et orientale qui remplace l'ancienne classe moyenne composée de petits fonctionnaires laïques, kémalistes et pro-occidentaux. L'AKP a su également s'entourer d'une bourgeoisie nationale « islamique » constituée d'une nouvelle génération d'hommes d'affaires, d'industriels, d'entrepreneurs dans divers domaines tels que le textile, l'automobile, l'agro-alimentaire, l'armement, le bâtiment, l'industrie des biens intermédiaires (ciment, verre, engrais…), le secteur des services… qui s'opposent aux grands acteurs économiques et aux grandes familles bourgeoises traditionnels adossés aux militaires et aux partis kémalistes.

La force de l'AKP est due à deux facteurs essentiels : le premier est économique et le second est politique. La lutte contre Le chômage, le creusement des inégalités sociales, la corruption, les atteintes aux libertés et les dérives autoritaires des partis kémalistes vassaux des militaires

furent les thèmes centraux des campagnes électorales successives menées par l'AKP. Les transformations du paysage politique turc doivent être cherchées dans les transformations sociales et économiques que connaît le pays actuellement.

I.1 L'essor économique et le changement politique

Le vote d'un large segment de la population pour la reconduction de l'AKP au pouvoir depuis 2002 est dû à des indicateurs de développement économique qui font rêver de nombreux pays pris dans l'engrenage de la faillite du capitalisme occidental : lors des élections législatives du 11 juin 2011, près d'un Turc sur deux a voté pour le parti de Recep Tayyip Erdoğan (49,9%).

Depuis son arrivée au pouvoir, le PIB a presque quadruplé, passant de 231 milliards de dollars en 2002 à 956 milliards de dollars à fin 2011. D'ici à 2015, il avoisinerait les 1 250 milliards de dollars. Par habitant, il est passé de 3 500 dollars à plus de 15 000 dollars en termes de parité de pouvoir d'achat. Le taux de croissance en 2010 a été de 8,9 % et se situe entre 9 et 10 % à la fin 2011. Au niveau économique, la Turquie est au 17e rang mondial. Et au niveau européen, c'est la 6e puissance économique. La croissance de la Turquie a même devancé celle de la Chine en enregistrant 11% de croissance au premier semestre 2011. Avec cette courbe de croissance l'OCDE estime que la Turquie fait partie des grands pays émergents. Le taux de chômage est désormais inférieur à celui de nombreux pays de l'UE dont la France, en passant au-dessous du seuil de 9% en mai 2011 contre 11,9% en 2010.

Ses exportations vers le monde entier enregistrent un record historique avec une augmentation de 18,2% au cours de cette année. La nouvelle classe d'entrepreneurs ne se focalise plus uniquement sur le marché européen devenu atone mais se tourne vers les pays limitrophes du Moyen-Orient, le Maghreb, l'Asie et de plus en plus vers l'Afrique qui devient le terrain de

prédilection des investisseurs issus d'un nouveau secteur privé : le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique aurait atteint près de 20 milliards de dollars en 2009, soit plus du triple de son niveau de 2003. Les exportations vers ce continent (10,2 milliards de dollars en 2009) représenteraient plus de 10 % des exportations totales réalisées par la Turquie. Les produits turcs, de 20 à 30 % moins coûteux que les produits européens, concurrencent le « made in China » : les prix sont non seulement concurrentiels mais de meilleur qualité.

Originaires des centres industriels traditionnels de nombreuses villes de l'Anatolie telles que Konya, Kayseri ou Gaziantep, les tigres anatoliens qui n'étaient que des PME il y a vingt ans comptent aujourd'hui parmi les plus grandes firmes. Ce sont des sociétés très agressives et compétitives à l'export qui intensifient leurs relations économiques surtout au Proche-Orient. En ouvrant de nouveaux marchés d'exportation et en diversifiant les partenaires économiques les tigres anatoliens ont réduit leur dépendance par rapport à l'Europe contrairement à l'élite de la Tüsiad (le MEDEF turc), qui reste attachée à ses relations commerciales avec les pays occidentaux et néglige son environnement proche, l'Asie et l'Afrique. Ceci témoigne de la diffusion de l'industrialisation à l'ensemble du pays : l'industrialisation n'est plus uniquement concentrée dans la Turquie occidentale comme c'était le cas auparavant.

Erdoğan a su à la fois s'appuyer sur ces entrepreneurs anatoliens et en faire des « tigres », supplanter l'ancienne oligarchie bourgeoise compradore, assimilée à l'Occident et adossée aux militaires, et s'entourer aussi de nouvelles classes moyennes et populaires qui sont en rupture avec ces anciennes classes kémalistes vieillissantes et anémiques. Le succès de l'AKP marque l'irruption d'une frange plus populaire de la société turque tant au niveau économique que politique.

Le soutien des classes populaires à l'AKP, malgré sa politique

économique libérale, s'explique par le fait que le gouvernement arrive à mener une politique de redistribution des revenus du fait même du dynamisme économique. Le soutien donné par les nouvelles classes moyennes et bourgeoises au gouvernement d'Erdoğan est dû à leur essor depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir : ils se renforcent et se maintiennent mutuellement car le succès des uns dépend de la réussite des autres. L'AKP a construit ainsi son réseau de mécènes qui le consolident.

I.2 Vers la primauté des civiles sur les militaires

L'autre facteur important est le dossier épineux de démilitarisation de la société turque. Depuis l'avènement de la république turque au début du XXe, le pouvoir politique constituait une oligarchie déséquilibrée : d'un côté un gouvernement faible et de l'autre l'armée toute puissante. Il était impossible d'arriver au pouvoir politique sans l'aide de l'armée et de gouverner sans son appui. L'armée représentait un conglomérat industriel et financier gigantesque. Elle était un État dans l'État : on l'appelait l'État profond.

Depuis que l'AKP est à la tête de l'État, le pouvoir de l'armée est en net recul malgré une influence sur la vie politique, économique et sociale toujours persistante. La défaite d'une vieille garde de généraux qui se considéraient comme les propriétaires exclusifs de l'État ne fait plus aucun doute. De nombreux faits le prouvent : 10% de ses généraux sont englués dans des procès pour complots (Ergenekon, Balyoz…) ou écroués par la justice, la démission collective de l'état-major fin juillet 2011, les révélations sur les insuffisances et l'incurie de l'armée dans plusieurs dossiers sensibles (notamment concernant le PKK), la présidence historique d'Erdoğan au Conseil militaire suprême (le YAŞ) en août 2011 en l'absence du chef d'état-major, et des généraux qui commandent l'armée de terre, la marine et l'aviation. Cela ne s'était jamais produit auparavant…

Même si l'armée, qui possède encore des ressources financières colossales et reste un monde occulte et clos, n'a pas encore dit son dernier mot, elle n'en est pas moins très affaiblie. Elle poursuit son déclin : en recul et limitée dans son rôle politique, l'armée n'a plus les moyens institutionnels de renverser des gouvernements ou de les menacer, comme c'était encore le cas en 2007 et en 2008.

Toutes les réformes de ces dernières années ont été conçues dans le but de retirer le contrôle politique à l'armée, ce qui tend à marginaliser l'ancienne bourgeoisie qui lui était affiliée, et ouvre des possibilités à une nouvelle bourgeoisie libérale islamique orientée vers les marchés du Sud et de l'Orient.

L'armée, la police et les administrations publiques sont désormais sous l'autorité d'un gouvernement civil représentant le peuple : en effet, l'AKP est un véritable parti de masse qui ne compte pas moins de 5 millions d'adhérents issus principalement de l'Est de l'Anatolie, région longtemps délaissée par le régime militaire.

Ces clés socio-économiques et politiques permettent de comprendre les réactions internes vis-à-vis de la politique d'Erdoğan, notamment la politique extérieure de son gouvernement au sujet des « révoltes » arabes, notamment en Libye et en Syrie.

II. Les effets de la politique étrangère sur la scène politique interne

Le positionnement de la Turquie vis-à-vis de la Libye de Kadhafi et de la Syrie provoque sur la scène politique intérieure une vive réaction de la part des formations politiques de l'opposition (CHP-parti républicain du peuple membre de l'Internationale socialiste, Saadat parti islamique…) nourrissant un sentiment profondément anti-occidental et farouchement opposée à l'entité sioniste. Une

partie de l'électorat d'Erdoğan critique la politique menée en son nom et l'alignement systématique sur l'Occident.

De plus, le peuple turc n'admet pas l'inaction de son gouvernement face à l'acte de piraterie mené en mai 2010 par l'entité sioniste contre la flottille humanitaire destinée à briser le blocus contre Gaza. Jusqu'à maintenant les Turcs attendent, plus d'un an après les faits, les excuses d'Israël pour l'attaque qui avait fait plus de neuf tués, tous Turcs.

L'opposition à l'AKP (CHP, MHP, Saadat, partis de gauche, les arabes et les Alaouites turcs…) a condamné vigoureusement la manière dont le gouvernement turc actuel traite avec son voisin syrien : elle reproche à Erdoğan de s'ingérer dans les affaires intérieures syriennes, de saboter les excellentes relations diplomatiques tissées avec leur voisin syrien depuis une décennie, de détruire les échanges commerciaux et économiques entre les deux pays et de servir, in fine, les intérêts américano-sionistes au détriment des intérêts turcs : le président du Parti de la Félicité, Mustafa Kamalak, a affirmé qu'Erdoğan était manipulé, dans le dossier syrien, par les Américains qui cherchent à réaliser leurs desseins dans la région au détriment de l'intérêt national turc. Il a expressément dénoncé la mise en œuvre du plan américain contre la Syrie par le gouvernement d'Ankara. Le vice-président du Parti républicain du Peuple (CHP), le député Farouk Logoglu a réaffirmé que la Turquie devait suivre une politique indépendante à l'égard de la Syrie, « un pays voisin ». Il a notamment critiqué l'éventualité d'une « zone sécuritaire » que les Occidentaux imposeraient en Syrie, ce qui ne peut que déboucher sur une guerre. Le secrétaire général du Parti des Travailleurs turcs (extrême-gauche), Osman Yelmaz a fustigé, à la télévision syrienne, l'appui du gouvernement Erdoğan aux groupes armés sévissant en Syrie.

Cette même opposition a également critiqué le gouvernement d'Erdoğan pour l'établissement d'un bouclier antimissile de l'OTAN sur le territoire turc, considérant que ce bouclier ne

sert que l'intérêt d'Israël et qu'il ne contribue pas à la protection de la sécurité nationale de la Turquie : environ 5 000 personnes ont manifesté dans une localité du sud-est de la Turquie dans la province de Malatya.

En effet, l'installation de ce bouclier qu'il vaut mieux nommer « bouclier israélien » permettra au régime sioniste de contrôler l'espace aérien de la Turquie en prévision d'une attaque contre le République Islamique d'Iran.

Avec ses prises de position totalement en contradiction avec la politique du « zéro conflit et du bon voisinage » théorisée par le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, l'AKP joue son avenir politique et risque de disparaitre aussi vite qu'il est apparu en 2002. La méfiance est de plus en plus grande, tant à l'intérieur du pays que dans le monde arabe, face aux ambiguïtés de la politique turque. Le gouvernement turc ne peut plus continuer à faire croire à l'indépendance de sa politique extérieure vis-à-vis de la politique expansionniste et coloniale du régime sioniste et de l'impérialisme euro-étatsunien au Moyen-Orient. Les États-Unis dictent la politique turque : lors de la récente rencontre entre Obama et Erdoğan, en septembre 2011 à New-York, Obama a fait clairement comprendre que la Turquie devrait intervenir en Syrie, que c'était son rôle et qu'elle ne pouvait pas échapper au conflit.

Pour terminer signalons que l'opposition kémaliste est opportuniste, elle cherche d'une part à satisfaire ses propres intérêts de classe dominante à l'intérieur du pays et d'autre part à prouver aux États-Unis et à leurs alliés européens et israéliens qu'ils sont les mieux placés pour servir leurs intérêts impérialistes dans une région convoitée : Kemal Kiliçdaroglu le chef de file de l'opposition turque (CHP), déclare « Nous voulons faire nôtre la civilisation moderne, faire nôtres la liberté et la démocratie en conformité avec les normes occidentales. » [http://www.20minutes.fr, le 27.05.11]Il y a donc une concurrence entre l'opposition

kémaliste affiliée à l'armée et le gouvernement de l'AKP pour mettre la Turquie au service des intérêts impérialo-sionistes.

III. L'alliance historique avec le camp occidental

L'incohérence apparente de la diplomatie turque ne peut se comprendre que par la continuité même de sa politique d'allié organique des États-Unis, d'Israël et par sa volonté désespérée de rentrer dans l'Union Européenne. La candidature de la Turquie est très problématique pour l'UE à double titre. D'une part la Turquie est un pays fort de 75 millions d'habitants, en plein essor économique qui menace les intérêts des pays européens les plus développés. D'autre part l'islamité de la Turquie empêche son intégration au sein d'une Europe qui revendique de plus en plus fortement ses racines « judéo-chrétiennes » et affiche son islamophobie systémique.

Si on a pu croire à un changement de politique turque notamment après son refus du transit terrestre des troupes américaines sur son territoire en 2003 pour attaquer l'Irak, sa prise de position frontale vis-à-vis d'Israël à la suite de la guerre de Gaza en 2009 et l'envoi en 2010 d'une flottille pour briser le blocus, et après le rapprochement avec les mouvements de résistance palestinien (le Hamas) et libanais (le Hizbaollah), et si donc on a imaginé un tournant dans la politique turque quant à ses relations avec l'État sioniste et les États-Unis, il en n'est évidemment rien: la Turquie reste un allié stratégique de l'OTAN et d'Israël.

C'est dans le contexte de la guerre froide que la Turquie fut admise à l'OTAN en 1952, pour participer à la guerre de Corée. Les États-Unis et les membres européens de l'OTAN avaient besoin de renforcer leur « flanc sud » contre la poussée soviétique : la Turquie joua ce rôle. Plus récemment, les États-Unis se sont érigés en avocats tenaces de la candidature turque à l'Union Européenne et ont fait pression pour qu'elle ouvre les négociations d'adhésion. L'enjeu est de

taille : l’utilisation de la base militaire américaine d’Incirlik située sur le sol turc et de l’espace aérien turc est indispensable à la guerre en Irak et en Afghanistan. Demain ils seront cruciaux à la guerre probable en Syrie et en Iran.

Dès l’origine, l’alliance avec la Turquie est purement sécuritaire : elle a alors une fonction centrale dans le système de défense à l’époque de la guerre froide. Elle est la sentinelle de l’Occident à sa frontière orientale. Il n’en pouvait être autrement vu la position géostratégique de la Turquie : le pays est au carrefour de deux continents et de plusieurs zones d’influence historique – russe, iranienne, etc. Le Bosphore et les Dardanelles sont des verrous. Les principales routes énergétiques désenclavant les ressources de la mer Caspienne et du Moyen-Orient passent par le territoire turc et les sources du Tigre et de l’Euphrate se situent également en Turquie, ce qui en fait le château d’eau du Moyen-Orient.

Après la guerre froide, les États-Unis vont repenser leur stratégie au Moyen-Orient dont la pièce maîtresse est bien entendu l’entité sioniste. La Turquie verra alors son rôle changer. Elle deviendra, lorsque les militaires tenaient les rênes du pouvoir, le rempart contre l’Islam politique.

L’alliance turco-israélienne remonte à la création de l’État d’Israël: en 1949 la Turquie reconnait l’entité sioniste. Cette reconnaissance va conduire à un éloignement de la Turquie avec ses voisins arabes et aboutir à une intense collaboration bilatérale notamment pour contrer le Panarabisme de Nasser. Ainsi, en 1958, la Turquie, l’Iran et Israël signeront un accord secret pour endiguer le nationalisme égyptien.

Fin 1991 : la Turquie élève sa représentation en Israël au rang d’ambassade alors que les échanges commerciaux entre les deux pays n’ont cessé de croître. Avril 1996 : les deux

partenaires reconnaissent avoir conclu un accord autorisant chacune des deux parties à utiliser l'espace aérien de l'autre. La relation entre la Turquie et l'entité indésirable est un véritable partenariat stratégique : avec des convergences de fond en particulier leur alignement proaméricain, et une volonté d'établir à tout prix un nouvel ordre dans la région qui garantisse les intérêts convergents des uns et des autres, de stabiliser celle-ci en imposant leur suprématie et de dissuader les pays voisins, notamment l'Iran, quant à leurs ambitions. Jusqu'à maintenant, cette collaboration continue malgré une ambiance plutôt morose à cause du soutien d'Israël aux kurdes d'Irak (les sionistes fournissaient les kurdes irakiens en équipements militaires afin de les encourager à la formation d'un Kurdistan indépendant qui deviendrait un véritable allié totalement dévoué) et des différents événements survenus depuis 2008 (Gaza, flottille…). Les transactions commerciales militaires s'élevant à 183 M$ concernant les drones israéliens de type Héron continuent toujours, et ce malgré le refroidissement diplomatique entre les deux partenaires, Ankara ayant expulsé les diplomates israéliens à l'exception de l'attaché militaire : si la coopération militaire est suspendue sur le plan des manœuvres, elle ne le sera pas sur le plan de l'armement.

Depuis 2002 avec l'arrivée de l'AKP à la tête de l'État, le rôle de la Turquie évoluera de nouveau : il s'agit maintenant de faire de la Turquie le porte-parole du monde arabo-musulman, le modèle qui a réussi à allier Islam et laïcité, à réconcilier Occident et Orient… Il est le modèle qui va être proposé aux peuples arabes en plein soulèvement contre leurs dictateurs. Mais pourquoi les pays arabes permettraient-ils à la Turquie de créer un néo-ottomanisme dans la région ?

IV. Au service de la nouvelle stratégie impérialiste

L'islam-démocrate-laïque-libéral de l'AKP est bien sûr très arrangeant : il est américanophile, europhile et israélophile.

Le Mavi Marmara oublié, la Colère de Davos éteinte, Gaza c'est du passé, tout n'était que de la poudre aux yeux. Et surtout le pays d'Erdoğan sert de vitrine à l'Occident pour écouler sa doctrine capitaliste de plus en plus contestée, et à faire rentrer le monde arabo-musulman dans la mondialisation impérialiste. C'est pourquoi la croissance économique de la Turquie est tant vantée afin de mieux vendre ce modèle et l'exporter vers les pays arabes, le but étant de mettre en place des pouvoirs, semblables à l'AKP, favorables au camp occidentalo-sioniste.

En s'appuyant sur une élite anglophone, l'AKP, sous influence américaine, tente d'estomper et de diluer l'antiaméricanisme et l'antisionisme qui règnent dans la quasi-majorité des peuples turco-arabo-musulmans.

En somme le modèle turc de l'AKP est un produit marketing exportable promu par l'extérieur. La mise en scène de la tournée d'Erdoğan dans les pays arabes en septembre 2011 le montre. La Turquie devient l'agora de la démocratie et l'inspiratrice du printemps arabe pour certains : le PJD marocain, En-Nahda tunisien, les Frères Musulmans égyptiens….

Au travers de la Turquie, l'impérialisme occidentalo-sioniste en putréfaction a essayé, dans un dernier soubresaut, de se redonner une nouvelle vie : après l'échec du hard-power, la nouvelle stratégie américano-sioniste de domination consiste à instrumentaliser les « sulfureux » Frères Musulmans proches de l'AKP et leurs avatars, qui possèdent une forte influence populaire, afin de soumettre les peuples à la dictature des oligarchies financières impérialistes dont la seule obsession est l'augmentation des profits.

La Turquie s'est incarnée dans le cheval de Troie : elle a passé un accord avec les États-Unis pour mettre à la tête des pays arabes des « islamistes » portant les couleurs de l'américanisme, assurant ainsi la charge de protéger l'État sioniste en crise après ses échecs successifs face aux

mouvements de résistance au Sud Liban et à Gaza. Mais cette stratégie doit également compenser la défaite des guerres menées dans la région, notamment en Irak et en Afghanistan, qui ont vidé les caisses de l'État américain (le coût de ces guerres s'élève à plus 1 286 milliards de dollars) et où les troupes américaines ont enregistré de lourdes pertes.

L'AKP est une pièce maîtresse de la stratégie US-sioniste qui travaille avec zèle à la déstabilisation de toute la région. La Syrie n'est que la première étape. Le Liban et l'Iran sont les prochaines cibles. L'objectif poursuivi est de porter un coup fatal à la cause palestinienne et de consolider l'impérialisme occidentalo-sioniste dans une région hautement stratégique : en effet le Moyen-Orient est le pivot géoéconomique du monde. L'État qui contrôlerait cette zone contrôlerait la planète dans son ensemble.

Dans ce cadre, la Turquie d'Erdoğan rêve donc d'en découdre avec la Syrie et d'installer un pouvoir qui ressemblerait à celui des pétromonarchies pusillanimes du Golfe, prêts à signer la paix avec l'État sioniste, afin de recevoir les quelques miettes d'influences politiques et économiques dans la région que les impérialistes voudront bien lui laisser.

Conclusion

Depuis la fin de la guerre froide avec l'effondrement du mur de Berlin et la disparition du bloc soviétique, la Turquie semblait pouvoir rompre avec son rôle de puissance régionale d'appui qui rendait des services intermittents aux États-Unis et prendre son indépendance vis-à-vis de sa puissance tutélaire. La Turquie a effectivement les moyens de prendre son envol et d'être une grande puissance centrale dans la région, capable de jouer un rôle déterminant au niveau international en mettant à profit ses multiples ressources au service des opprimés de la Terre et à combattre les impérialismes qui asservissent les peuples. Pourtant, au lieu de se tourner résolument vers le Moyen-Orient, l'Afrique,

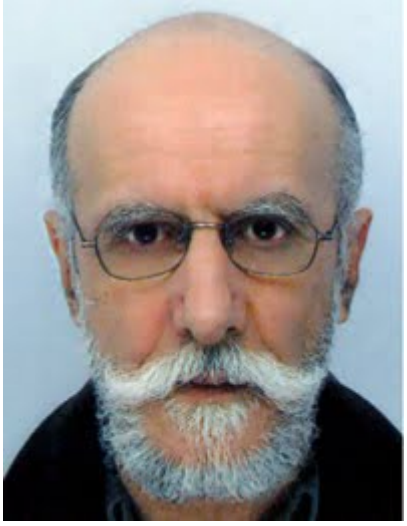
l’Asie et l’Amérique du Sud la Turquie a fait son choix : celui de l’OTAN, des États-Unis, de l’Union Européenne et d’Israël. Or les États-Unis et ses comparses ne sont plus que l’ombre d’eux-mêmes. Malgré les pillages des ressources planétaires, l’empire est agonisant. Les États-Unis ainsi que les pays européens connaissent une crise économique endémique avec des dettes publiques en croissance exponentielle qui atteignent des sommes astronomiques. La Turquie n’a pas choisi le bon cheval en misant sur des puissances en dépérissement, elle tombera avec elles.

Comité Action Palestine

Jean Bricmont, « Résister au sionisme : défendre la liberté d’expression »

A l’occasion des conférences concernant la résistance au sionisme , le Comité Action Palestine a invité le physicien belge Jean Bricmont lors d’une conférence intitulée: « Résister au sionisme : défendre la liberté d’expression ».
Très attaché à la liberté d’expression, Jean Bricmont a donc été invité à se prononcer sur l’antisionisme, le chantage à l’antisémitisme, le rôle du CRIF et le lien entre les médias et le sionisme.

OMAR MAZRI : Révolutions arabes et Journée de la terre



Suite à son intervention dans le cadre de la conférence organisée par le Comité Action Palestine le 29 mars 2012 sur le thème « Révolutions et contre-révolution dans le monde arabe », Omar Mazri a rédigé un ouvragesynthétique qu'il nous a communiqué et que nous décidons de publier. Il y développe les axes de réflexion qu'il n'avait pas forcément eu le temps de traiter dans leur intégralité au moment de la conférence faute de temps et étant donnée l'ampleur du sujet abordé.

Cet ouvrage est une réflexion sur le déroulement actuel des évènements dans le monde arabe, sur la nature, les causes et les limites des mouvements révolutionnaires ainsi que les formes prises par la contre-révolution emmenée par certaines formations politiques internes, les Etats occidentaux et les Etats du Golfe. Omar Mazri dresse un bilan exhaustif des processus révolutionnaires en cours, de leur potentialité mais aussi des opportunités ratées et de leurs errements. Les facteurs politiques et idéologiques des blocages sont analysés avec précision. On y voit par exemple comment en Tunisie ou en

Egypte les mouvements révolutionnaires se sont engouffrés dans une impasse en raison de facteurs externes liés à l'interventionnisme des Etats impérialistes et des Etats vassaux du Golfe mais aussi à cause des trahisons, de l'immaturité ou de l'incurie des organisations politiques et des intellectuels arabes. Ainsi les soulèvements n'ont pas su se doter d'un cadre idéologique pertinent, naviguant dans l'opposition stérile « islamiste/non islamiste » au lieu de placer le curseur sur les vrais enjeux à savoir la constitution d'un front anti-impérialiste, la mise en place d'alternatives économiques au capitalisme, l'institution de la justice sociale et de la souveraineté populaire, le soutien indéfectible à la cause palestinienne.

De même les cas libyen et le cas syrien sont analysés avec lucidité, Omar Mazri montrant que les interventions et les manipulations de l'Occident et des Etats du Golfe, loin de vouloir chasser des dictatures, ont pour objectif de mettre un terme à la contestation et à la résistance des peuples arabes. Dans le cas libyen, l'offensive militaire et la constitution d'un pouvoir pro-occidental avait pour objectif de contrer les phénomènes révolutionnaires en Egypte ou en Tunisie, voire de déstabiliser les Etas de la région pour les amener dans le giron impérialiste. Dans le cas de la Syrie, il s'agit de casser l'axe de résistance à Israël constitué de la Syrie elle-même, de l'Iran, du Liban Sud et de Gaza. Là encore, les intellectuels et organisations politiques qui ont apporté leur soutien ou cautionné ces manœuvres de déstabilisation du monde arabe ont manqué de clairvoyance lorsqu'ils ne sont pas tombés dans la pente infernale de la trahison.

Le Comité Action Palestine vous invite donc à lire avec intérêt ce texte riche en enseignements, lucide et clairvoyant sur les ressorts et les limites des luttes actuelles dans le monde arabe.

Omar Mazri est ingénieur polytechnicien algérien en technologie de pointe. Il a été économiste spécialisé en

planification industrielle et transfert de technologie. Il travailla également comme logisticien pour les états-majors de l'armée de terre. Il a consacré sa vie professionnelle au transfert technologique, à l'administration publique et à la gestion d'entreprises en Algérie. Il a travaillé ensuite près de 12 ans dans les quartiers Nord de Marseille comme formateur en mathématiques et en physique-chimie dans la filière électrotechnique. Penseur de l'Islam politique en Algérie, il a été conseiller stratégique et géopolitique de Abdelkader Hachani, leader du Front islamique du Salut.

Il anime actuellement une réflexion sur la globalité d'approche civilisationnelle de l'Islam dans ses aspects de théologie de libération, de mystique et de Praxis socio-politique.

Il est l'auteur de plus de 120 articles sur l'Islam, l'Algérie, la communauté musulmane de France, le sionisme et les révolutions arabes. Récemment, il a publié plusieurs ouvrages dont : « Le dilemme arabe et les 10 commandements US » (2012), « Islamophobia : Deus ex Machina » (2011), « Les « Révolutions arabes » : Mystique ou mystification?» (2011), « Gaza : La bataille du Forqane » (2010), « La République et le Voile : Symboles et inversions » (2010) tous aux éditions « Editions et Conseils ».

COMITE ACTION PALESTINE

La Journée de la Terre : symbole de résistance au

sionisme

C’est pourquoi la Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l’usurpation de la terre qui est l’essence-même de la colonisation juive de la Palestine.

Depuis plus d’un siècle, l’entité sioniste bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui la considèrent comme leur chien de garde au Proche et au Moyen-Orient. Dès le départ, l’objectif de la politique impérialiste est de s’emparer des ressources naturelles de la région et de conquérir de nouveaux marchés. Aujourd’hui, cet objectif est poursuivi avec un cynisme d’autant plus grand que les Etats occidentaux se trouvent au bord de l’effondrement économique. Pour ne citer qu’un exemple, Alain Juppé n’a-t-il pas déclaré en août dernier que l’intervention en Libye était « *un investissement pour l’avenir ?* »

Maintenir sous le joug toute la région, la fragmenter selon des frontières voulues par lui, en détruire les identités et l’histoire, la soumettre à ses cadres politiques et idéologiques : voilà ce que l’impérialisme prétend imposer aux peuples du Proche et du Moyen-Orient. Et dans le contexte des mouvements populaires dans le Monde arabe, ses réactions obéissent au même impératif : empêcher la généralisation d’un mouvement de masse d’émancipation et de résistance au sionisme. Aujourd’hui, les alliances sont évidentes. L’Arabie Saoudite et le Qatar se positionnent clairement dans le camp impérialiste en réalisant sa stratégie de contre-révolution. Hier en Libye, aujourd’hui en Syrie, demain en Iran : l’Occident et ses alliés tentent de poursuivre leur vieille

entreprise de démantèlement de toute la région.

Mais la supériorité technologique et militaire ne peut venir à bout de la légitime soif de liberté et de justice qui fait se lever les damnés de la terre. Le monde arabe vit un moment de rupture historique. Le processus révolutionnaire en cours dans les pays arabes nous le montre, même s'il est encore loin d'être achevé. Il est clair qu'il s'agit d'en finir avec les régimes politiques assujettis à l'impérialisme, qui ont entravé le développement économique, social et politique de leurs peuples, et qui collaborent avec l'entité sioniste. Les peuples égyptien et tunisien ont décapité les dictatures pro-sionistes de Ben Ali et de Moubarak. En Libye, en dépit du coup d'Etat qui a conduit à la mise à mort sauvage de Kadhafi par les vassaux de l'impérialisme et à l'installation au pouvoir d'un CNT aux ordres, rien n'est acquis ; en Syrie, où le pouvoir en place dispose d'une armée plus forte qu'en Libye ainsi que du soutien de la Chine, de la Russie et de l'Iran, la contre-révolution a été mise en déroute. En Palestine, la collaboration active de l'Autorité palestinienne avec l'entité sioniste ne vient pas à bout de la ténacité de la résistance qui refuse toujours de reconnaître la légitimité de son agresseur et d'accepter la judaïsation de sa terre. Malgré la poursuite de la colonisation en Cisjordanie, à Jérusalem, des déportations des bergers du Naqab, et la situation socio-économique désastreuse à Gaza, le peuple palestinien dans son ensemble continue à lutter contre la colonisation et à revendiquer ses droits. Et tout particulièrement le droit au retour, dont l'application signifierait la fin du système colonial sioniste.

Par conséquent, en dépit des efforts de l'impérialisme pour saboter le processus révolutionnaire en cours, de grandes victoires ont été acquises et rien ne sera jamais plus comme avant. Les peuples savent désormais que leur volonté et leur détermination peuvent renverser les dictatures et changer la face du monde. Comme les peuples arabes retrouveront la

liberté que l'impérialisme leur a depuis trop longtemps confisquée, le peuple palestinien récupèrera la terre qui est la sienne, et le sionisme sera balayé par le vent de l'histoire.

La lutte contre le sionisme et l'impérialisme apparaît désormais comme une nécessité historique.

C'est bien ce qui fait trembler les Etats occidentaux. Ceux-ci se trouvent mis en échec par la résistance anti-impérialiste dans leurs tentatives de retrouver une puissance au moins égale à celle des empires coloniaux d'autrefois. Leur seule politique est la violence guerrière et son cortège de crimes pour contrôler les ressources économiques stratégiques. Du coup les masques tombent et la légitimation de cette violence retrouve le visage ouvertement raciste de l'époque coloniale.

En France, l'islamophobie tient lieu de fil conducteur aux discours d'une classe politique idéologiquement vide. Et celle-ci multiplie les clichés racistes les plus éculés. Ainsi, lorsque le ministre de l'Intérieur français énonce que « *toutes les civilisations ne se valent pas* », ne reprend-il pas de façon pathétique le vieil argument colonial de ceux qui prétendaient « civiliser les sauvages » ? Et que cherche-t-il à justifier, sinon l'oppression des musulmans qui représentent, en France et dans le monde arabe, le plus fort potentiel de résistance au sionisme et à l'impérialisme ? C'est pourquoi on ne peut délier le racisme islamophobe des intérêts sionistes, comme on ne peut délier les intérêts sionistes de ceux des Etats occidentaux.

Ainsi l'Etat français, qui participe largement à l'entreprise impérialiste et collabore activement avec l'Etat d'Israël, contribue sans scrupule aux campagnes d'accusation d'antisémitisme, d'injonction en justice et de censure envers tous ceux qui remettent en question l'entité sioniste. Dernier exemple en date, le Président de l'Université de Paris 8, qui, sous la pression du CRIF, a récemment fait interdire un

colloque portant sur le sujet « Israël, Etat d'apartheid ».

Et pourvu que la chasse aux sorcières soit efficace, qu'importe la contradiction ?…. Quand il s'agit d'Israël, le droit à la liberté d'expression est violé, alors qu'il ne manque pas, en d'autres circonstances, notamment quand il s'agit d'Islam et des musulmans, d'être clamé à cors et à cris par toute l'intelligentsia et la classe politique…

Il est donc plus que jamais impératif de se mobiliser pour dénoncer cette collaboration de criminels que représentent la classe politique française et l'Etat sioniste.

Vive la lutte du peuple palestinien !
Vive la lutte des peuples arabes!
A bas le sionisme !

Comité Action Palestine

Jean Bricmont : défendre la liberté d'expression

A l'occasion des conférences concernant la résistance au sionisme qui auront lieu les 23 et 29 mars prochains, le Comité Action Palestine a posé quelques questions au premier des deux intervenants, le physicien belge Jean Bricmont. Très attaché à la liberté d'expression, il a donc été invité à se prononcer sur l'antisionisme, le chantage à l'antisémitisme, le rôle du CRIF et le lien entre les médias et le sionisme. Ses réponses préliminaires, que nous publions dans leurs intégralités, fournissent une analyse que le Comité Action Palestine considère comme devant être complétée. Pour bénéficier de développements plus approfondis de la part de Jean Bricmont, nous vous invitons à assister à la conférence-débat du 23 mars qui se tiendra à 20 heures 30 à l'Athénée municipal de Bordeaux.
Jean Bricmont est un physicien belge, actuellement professeur

à l’université catholique de Louvain en Belgique. Mais c’est pour son combat pour la défense de la liberté d’expression et contre l’impérialisme qu’il est le plus connu. Il a pris fait et cause pour de nombreux intellectuels, notamment Noam Chomsky faussement accusé de négationnisme en raison de son analyse critique de l’impérialisme, et Dieudonné accusé d’antisémitisme pour ses positions clairement antisionistes. Il fut l’un des rares intellectuels à s’être opposé publiquement à l’intervention de l’OTAN en Lybie.

Il est l’auteur de « Impérialisme humanitaire. Droits de l’homme, droit d’ingérence, droit du plus fort ? » (Éditions Aden, 2005) et de « Raison contre pouvoir. Le pari de Pascal » avec Noam Chomsky, (L’Herne, Carnets, 2010).

Il a publié de très nombreux articles et donne de nombreuses conférences sur le sionisme, la liberté d’expression, l’impérialisme humanitaire, et a été à plusieurs reprises l’invité de l’émission de Frédéric Taddeï « Ce soir ou jamais » sur FR3.

Interview de Bricmont

1. Comment définissez-vous l’antisionisme ?

Je n’utilise pas beaucoup ce terme, en tout cas pas pour définir ma position. Le sionisme était défini comme le projet visant à établir un état juif en Palestine. Et l’antisionisme consistait donc à s’opposer à ce projet en prônant, soit l’intégration des juifs dans les pays où ils vivaient, soit un état binational ou encore autre chose. Mais comme ce projet à « réussi » (en ce sens que l’état juif existe), il n’est pas clair pour moi ce que veut dire antisionisme. On pourrait appeler au démantèlement de l’état existant (en tant qu’état juif) et son remplacement par un État binational ou un État laïc; c’est certainement la position de nombreuses personnes

aux Moyen-Orient et cette position est implicite dans la revendication du « droit au retour » (des réfugiés palestiniens). Mais, pour toutes sortes de raisons que j'expliquerai plus en détail sur place, je ne me sens ni la capacité ni le droit de dire ce qui doit être fait au Moyen-Orient, par rapport à cet « état juif » qui existe (s'opposer à lui une fois qu'il existe n'est pas la même chose que de s'y opposer avant qu'il n'existe).

On peut utiliser le terme « antisionisme » dans un sens plus général, mais plus vague, d'opposition, en France même, à la politique des lobbys communautaires, à la censure, à la monopolisation du discours dans un sens unique, en particulier sur l'histoire, sur l'Islam, etc. Dans ce sens-là, je me définirais volontiers comme antisioniste.

2. Quel est l'objectif du chantage à l'antisémitisme ?

Je ne suis pas sûr que l'on puisse parler d'objectif, au sens d'un objectif conscient, mais il est évident que ce chantage a un effet, celui de faire taire les critiques d'Israël. Il faut néanmoins noter que ce chantage a eu différents effets au cours du temps et, en fait, régresse: il ne faut pas oublier qu'en 1967, il était presque impossible de ne pas soutenir le petit David israélien attaqué par le méchant Goliath arabe. Le simple fait d'avoir des contacts avec l'OLP ou Arafat, ou de prôner de tels contacts, a longtemps été synonyme de mort politique ou médiatique. Aujourd'hui, le chantage porte essentiellement sur les critiques « radicales » d'Israël, c'est-à-dire celles qui mettent en cause la légitimité de l'entreprise sioniste ou qui insistent sur le droit au retour, et plus encore sur ceux qui mettent en cause l'action des lobbies ou qui défendent la liberté d'expression. Mais la simple critique des actions du gouvernement israélien, ou le fait de plaider pour une « solution à deux états », ce qui, dans un passé pas si lointain, était impensable, est devenu banal aujourd'hui. Donc, je pense que l'efficacité du chantage diminue, même si, à certains égards, son intensité augmente.

3. Quelle analyse faites-vous des liens existants entre les médias et le sionisme ?

Je suppose qu'il existe un certain nombre de pressions explicites, mais je ne connais pas bien cet aspect des choses. Il me semble qu'il y a une sorte d'intériorisation de la « culpabilité » qui mène à pas mal d'autocensure. Notez que l'angle d'attaque s'est déplacé avec le temps; d'une impossibilité de critiquer les politiques israéliennes on est passé à une censure des mises en question de la « légitimité » d'Israël et bien sûr de l'antisémitisme réel ou supposé de ceux qui critiquent les lobbies communautaires. Imaginez une salle de rédaction où quelqu'un soutient une opinion sur un sujet lié à Israël ou à l'antisémitisme, tout en mentionnant le fait que ses parents ou grands-parents ont été déportés. Qui va oser le contredire?

Il me semble aussi (mais, étant d'une autre génération, je peux me tromper) que l'éducation actuelle, au nom de l'éducation à la tolérance, inculque aux jeunes une certaine inquiétude face au fait d'avoir des opinions hétérodoxes (quelles soient considérées comme antisémites, fascistes, racistes, sexistes, homophobes ou, chez certains, islamophobes) et cette inquiétude les empêche de penser librement sur un certain nombre de sujets, dont Israël, mais aussi les lobbies, la construction européenne ou la liberté d'expression, sujets sur lesquels des opinions hétérodoxes ne sont pas nécessairement fascistes, antisémites etc., mais qui sont souvent considérées comme « suspectes » ou qui sont « assimilées » à des « propos inacceptables ». Tout cela crée un climat de politiquement correct, de censure, et, chez ceux qui entretiennent ce climat, de dénonciation généralisée, qui est extrêmement malsain à tous points de vue.

4. Quel rôle joue le CRIF dans la censure de l'antisionisme ?

Leur rôle est assez évident. Ils attaquent systématiquement tout ce qui leur déplaît et font pression sur toute une série

d’institutions jusqu’au sommet de la République, comme on peut le voir lors de leur dîner annuel pour qu’elles suivent assez strictement une ligne pro-israélienne, ou, plus précisément, la ligne des gouvernements israéliens (qui peut, en fait, être à terme nocive pour Israël).

Mais ma critique ne porte pas tant sur le CRIF que sur tous les individus et organisations qui cèdent devant cet organisme ou qui censurent le fait de le critiquer (en général, au nom de la lutte contre l’antisémitisme).

5. Connaissant vos prises de position sur Israël, avez-vous rencontré des difficultés pour les exprimer ?

Oui et non. Tout d’abord, quand on parle de difficultés, il faut prendre un certain recul historique, pour ne pas tomber dans la victimisation. Pendant la guerre d’Algérie, l’appartement de Sartre a été plastiqué, l’OAS appelait ouvertement à le fusiller, Henri Alleg était torturé, Maurice Audin aussi, puis « disparu ». Je ne parle ici que des français, et sous un régime républicain, c’est-à-dire pas sous l’Occupation. On ne compte pas le nombre de communistes ou assimilés qui ont eu des « ennuis » dans leurs carrières au cours de la guerre froide en France (aux Etats-Unis, c’était bien pire et nombreux sont ceux qui ont dû s’exiler).

Aujourd’hui, les « islamistes » et « antisémites » ou assimilés ont remplacé les communistes dans l’imaginaire occidental et dans la diabolisation et la répression. Il y a quantités de gens qui perdent leur emploi ou doivent « faire attention » afin d’être sûrs de le conserver, pour ne pas parler des poursuites juridiques pour « incitation à la haine » ou pour « contestation de faits historiques », qui se soldent par de lourdes amendes et, parfois, par de la prison.

En ce qui me concerne, je me considère comme assez fortuné, au moins pour le moment. J’ai eu un certain nombre de conférences annulées (je peux en raconter les détails oralement). On

trouve aussi des sites qui, probablement au nom de la « lutte contre la haine », contiennent un bon nombre de calomnies à mon sujet, mais tout cela est assez banal et, comparé à ce qui arrive à d’autres, relativement bénin. C’est la vie…

Comité Action Palestine